

LE TEMPS

L'invité mercredi 22 avril 2009

Agir tôt pour éviter la hausse du chômage

Par Daniel Oesch*

Quel sera l'effet de la présente crise sur le marché du travail suisse ? Le Conseil fédéral ne semble pas préoccupé outre mesure. Or, une analyse des récessions précédentes suggère que la Suisse risque fort de se retrouver avec un problème de chômage persistant.

Quel sera l'effet de la présente crise sur le marché du travail suisse? Le Conseil fédéral ne semble pas préoccupé outre mesure. Or, une analyse des récessions précédentes suggère que la Suisse risque fort de se retrouver avec un problème de chômage persistant.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie suisse a traversé deux crises majeures: la récession 1975-1976 suite au choc pétrolier et la récession 1991-1993 suite à la réunification allemande. Les deux crises ont laissé une cicatrice profonde sur le marché du travail. Lors de la récession de 1975-1976, la Suisse a attendu dix ans avant de retrouver le nombre d'emplois d'avant la crise, le niveau de 1974 n'étant égalé qu'en 1984. Comme les pertes d'emploi étaient concentrées parmi la population étrangère, cette récession n'a pas laissé de trace profonde dans la mémoire collective suisse. Il en est allé différemment de la récession de 1991-1993, qui a fait des années 1990 une décennie économique perdue. Il a fallu à la Suisse neuf ans pour compenser les pertes d'emplois.

L'expérience suisse des années 1990 montre qu'une stagnation économique qui dure trop longtemps provoque un chômage conjoncturel qui ne s'absorbe que difficilement une fois la récession terminée. Cette persistance du chômage, appelée hystérésis par les économistes, opère par le biais du chômage de longue durée. Les individus qui perdent leur emploi pendant la récession et qui restent au chômage pendant trop longtemps ont beaucoup de peine à retrouver un emploi une fois la crise surmontée. Leur capital humain se dévalorise, leur attractivité aux yeux d'employeurs potentiels diminue et leur motivation de chercher un emploi baisse suite aux expériences répétées de rejet. Par ce mécanisme, le chômage conjoncturel finit par se transformer en chômage structurel.

Dans la crise du début des années 1990, les pertes d'emplois se sont d'abord traduites par une augmentation du chômage. Ainsi, entre 1991 et 1997, le chômage a presque quintuplé de 1,1 à 5,2%, atteignant le nombre de 188 000 chômeurs inscrits. En même temps, la durée moyenne du chômage prenait l'ascenseur: alors qu'en 1991, seuls un quart des chômeurs l'étaient depuis plus de six mois, cela était le cas pour la moitié des chômeurs en 1997. Or, les données du chômage constituent un reflet incomplet des problèmes créés par cette récession. D'une part, les retraites anticipées et les départs de travailleurs étrangers ont réduit durablement le potentiel productif du pays. D'autre part, de nombreux chômeurs ont terminé auprès de l'aide sociale ou de l'assurance invalidité. Entre 1991 et 1997, les dépenses des cantons et communes pour l'aide sociale ont ainsi doublé de 880 à 1720 millions de francs. Pendant la même période, le nombre de personnes bénéficiaires d'une rente de l'assurance invalidité a augmenté de 173 000 à 305 000. Les deux évolutions étaient, dans une large partie, tributaires du même phénomène de crise sur le marché du travail.

Il est utile de se rappeler les conséquences de la récession des années 1990 afin de ne pas répéter les mêmes erreurs politiques. Au début des années 1990, la Confédération considérait la crise comme un problème passager qui allait se résoudre tout seul. Au lieu de la raccourcir par une politique conjoncturelle expansive, les pouvoirs publics l'aggravaient avec des plans d'économie. Après six longues années de stagnation, la bonne conjoncture internationale et les exportations sortaient enfin l'économie suisse du marasme.

Or, pour deux raisons, il semble vain d'attendre de la conjoncture internationale une issue rapide à la crise actuelle. Premièrement, contrairement à la récession des années 1990 qui coïncidait après 1993 avec une croissance supérieure à 3% aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, la crise actuelle frappe tous les pays développés. Deuxièmement, le monde de l'après-crise risque d'être confronté à des taux d'intérêts élevés qui ralentiront la reprise. Dans tous les pays de l'OCDE, la dette publique est en train d'augmenter fortement comme conséquence des plans de sauvetage des banques, de la chute des rentrées fiscales et des mesures de relance. Après la crise, les taux d'intérêt devront également augmenter afin de convaincre les investisseurs d'acheter des obligations d'Etat – ceci d'autant plus dans un contexte où les gouvernements seront tentés d'utiliser l'inflation pour réduire la valeur de leurs dettes.

Tout indique donc que la crise actuelle aura un puissant effet négatif sur le marché du travail suisse. Lors de la crise des années 1990, la chute la plus marquée du PIB avait lieu en 1991 avec un recul de 0,8%. Or, pour l'année 2009, la Confédération pronostique une contraction beaucoup plus importante de 2,2% et une croissance zéro pour 2010. Les catégories de travailleurs qui souffrent le plus d'une récession sont les jeunes. Leur vulnérabilité était ressortie clairement lors du dernier refroidissement de l'économie suisse entre 2001 et 2003: alors que le chômage des adultes n'avait augmenté que de 2,4 à 3,8%, le chômage des jeunes entre 15 et 24 ans avait doublé de 4,9% en 2000 à 8,8% en 2005. Lors d'une récession, les entreprises revoient leurs besoins de main-d'œuvre, présents et futurs, vers le bas et réduisent ainsi leurs efforts de formation.

Par conséquent, si la Suisse veut limiter les dégâts, elle n'a d'autre choix que de miser sur ses propres plans de relance. C'est le moment d'anticiper les investissements dans la formation et la création de places d'apprentissage, le réseau de transports et la reconversion écologique de l'économie. Il paraît plus judicieux d'utiliser les deniers publics aujourd'hui pour améliorer l'infrastructure publique que de devoir les affecter demain à l'assurance chômage et à l'aide sociale. Et comme le chômage monte beaucoup plus rapidement lors d'une crise qu'il ne descend une fois la récession surmontée, il faut agir vite. Car l'expérience des années 1990 nous rappelle que la passivité dans la lutte contre le chômage se paye comptant pendant des années après la crise.